

La Nation

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Journal vaudois

Imprécise et nécessaire, la classe moyenne

Le PDC annonce une initiative pour limiter les coûts de la santé. Son objectif est de réduire les charges pesant sur la classe moyenne, classe dont il se proclame, comme tous les autres partis, l'intransigent protecteur.

Mystérieuse classe moyenne, objet de toutes les promesses politiciennes et de toutes les pressions fiscales! Officiellement, on la définit comme l'ensemble des contribuables gagnant entre 70 et 150% du revenu médian du pays. Certains distinguent la classe moyenne supérieure, qui se tire d'affaire, et l'inférieure, qui se paupérise. Bon, cela ne nous avance pas beaucoup et la classe moyenne apparaît, à la pauvre lumière de ces considérations, comme un élément de nomenclature administrative plus que comme une réalité sociale digne d'intérêt.

On serait déjà plus proche de la réalité en désignant la classe moyenne comme la victime par excellence de la progressivité de l'impôt, pas assez pauvre pour qu'on la ménage, pas assez riche pour faire face sans souci aux augmentations de l'impôt et des assurances.

Ces définitions purement chiffrées sont sans doute pertinentes, mais tout de même un peu courtes pour définir une classe que les candidats aux élections,

toutes tendances confondues, désignent avec conviction comme la «colonne vertébrale de la société». La formule est usée, mais on n'y recourrait pas aussi souvent si l'on ne sentait pas confusément que la classe moyenne représente plus qu'une simple strate fiscale: une certaine réalité sociale, une certaine manière d'être et d'avoir, de penser et d'agir.

Laissons le terme parler en nous et essayons de formuler ce qu'il nous inspire... Il évoque, d'une façon imprécise, une partie de la population issue principalement du monde des métiers, constituée de petits patrons qui veulent développer leur affaire, de contremaîtres qui se préparent à devenir petits patrons, d'employés qui visent la maîtrise fédérale, d'ingénieurs qui prennent leur envol dans une *startup*, d'indépendants. Ce sont des gens qui se lèvent tôt matin et travaillent sans compter leurs heures. Ils espèrent bien gravir l'échelle sociale. Leur lutte pour se faire une place dans la société anime la vie économique. Les politiciens ont donc raison, même s'ils y voient d'abord un réservoir d'électeurs et de contributeurs: cette classe dynamique et ambitieuse forme bien la colonne vertébrale de la société.

Les fonctionnaires qui montent en font-ils partie? et les représentants les

moins aisés des professions libérales? et les agriculteurs? Les contours de la classe moyenne sont assez flous pour qu'on pose la question... et qu'on n'y réponde pas d'une façon certaine.

La classe moyenne est imprécise parce qu'elle ne forme pas un ensemble conscient et structuré. Elle n'a pas de représentant attribué (sinon les candidats durant leur campagne). Elle ne s'exprime donc jamais en tant que telle, assez proche, au fond, de cette masse qu'on appelait naguère la «majorité silencieuse».

La classe moyenne ne s'occupe guère de politique, elle n'en a pas le temps. Si elle est généralement conservatrice en matière de lois et de mœurs, c'est moins par choix idéologique que parce qu'elle est pragmatique et préfère un mal connu et maîtrisable aux maux inconnus qui découlent invariablement de tout bouleversement social ou législatif. Professionnellement, en revanche, elle est activement ouverte aux nouveautés techniques, et en fait son profit. Elle déteste l'administration, dont les normes entravent son activité, elle se défie de l'Etat, dont l'impôt progressif suit d'un peu trop près la progression de son revenu.

A-t-elle besoin de l'aide que lui promettent les candidats? En réalité, elle se

débrouille très bien dans sa partie, sensiblement mieux et à moindres coûts que l'Etat... auquel elle fournit une bonne partie des fonds qui le font vivre. D'ailleurs, une aide étatique passerait forcément par une baisse des impôts qui la touchent et un frein à la progressivité, ce qu'un élu ne saurait admettre, quoi qu'il promette en tant que candidat. Les besoins de l'Etat sont tels qu'on va plutôt vers une aggravation du statut fiscal de la classe moyenne. En d'autres termes, le monde politique déplore la lente disparition de la classe moyenne, tout en renforçant continuellement les mécanismes fiscaux qui en sont la cause principale.

Par sa masse, par son engagement au travail, par son énergie et ses réussites, par son réalisme terre-à-terre, par le poids de ses intérêts concrets, la classe moyenne équilibre la société, l'arrime aux nécessités matérielles et l'empêche de planer dans les nuées. Sans le savoir, elle sert de tampon entre l'«élite» et le peuple, les reliant, les pondérant, les empêchant de polariser le débat social et politique. En ce sens, on peut parler d'une «élite populaire».

Sa disparition n'en est pas moins inscrite dans l'ADN de la démocratie parlementaire.

Olivier Delacretaz

La sécurité alimentaire, vraiment?

La sécurité alimentaire est assurée quand la population a accès en tout temps à des aliments de bonne qualité, d'un prix abordable et en quantité suffisante. C'est ce qu'affirme le Conseil fédéral dans la brochure de présentation des votations du 24 septembre 2017.

Un des objets soumis au vote du peuple et des cantons est l'Arrêté fédéral adopté comme contre-projet direct à l'initiative de l'Union suisse des paysans «pour la sécurité alimentaire», qui a été retirée. Le nouvel article 104a qui devrait être introduit dans la Constitution fédérale invite la Confédération à créer les conditions pour la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles, pour une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources de manière efficiente, pour une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché, pour des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire et, enfin, pour une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources.

Qu'y a-t-il de nouveau par rapport à la situation actuelle? Pratiquement rien.

Les bonnes terres agricoles sont préservées par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui protège les surfaces d'assolement. L'article 104 de l'actuelle Constitution fédérale invite la Confédération à veiller à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population.

Mais alors, pourquoi introduire une norme redondante?

En 2014, en moins de cinq mois, l'Union suisse des paysans a récolté 150 000 signatures en faveur de son initiative «pour la sécurité alimentaire». Il s'agissait aussi d'un article 104a, mais qui invitait la Confédération à renforcer l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production *indigène*. Le Conseil fédéral a publié un contre-projet. Le Conseil national a, dans un premier temps, accepté l'initiative de l'USP. Mais c'est finalement au contre-projet élaboré par le Conseil des Etats que le Parlement s'est rallié. Le Conseil fédéral y a souscrit et c'est le texte qui nous est présenté.

Le puissant lobby des paysans suisses a vraisemblablement admis la mouture

parlementaire pour obtenir dans les urnes une confirmation du soutien de la population à l'agriculture. Pourtant, il renonçait ainsi à ce qui apparaissait comme l'idée maîtresse de l'initiative: l'accroissement de la production indigène au détriment des importations.

La Suisse dépend des importations pour pratiquement la moitié de ses besoins alimentaires et toutes les terres cultivables ou presque sont exploitées.

Les progrès techniques ont été très importants ces dernières décennies. Grâce à la recherche agronomique, au développement de nouvelles variétés et aux méthodes de culture adaptées, les rendements ont été sensiblement améliorés. Mais les limites semblent atteintes. Non pas que la recherche a épuisé les possibilités de développement, mais bien parce que les soucis écologiques sont d'actualité.

Les désherbants chimiques à base de glyphosate sont en passe d'être bannis. Les produits phytosanitaires de synthèse sont contestés et les agriculteurs invités depuis de nombreuses années à réduire les apports d'engrais artificiels sur leurs terres. Des méthodes plus proches de la nature, comme la biodynamie et la permaculture, ainsi que les paiements

directs liés à l'extensification de la production, vont dans le sens d'une diminution des rendements.

En même temps, la population augmente, et avec elle la dépendance de plus en plus grande aux importations de denrées alimentaires. Et il ne faut pas se leurrer. La production indigène de poulet, par exemple, s'est accrue considérablement ces dernières années. Mais les poulets sont nourris avec des fourrages importés.

Les huit millions d'habitants de ce petit pays qu'est la Suisse, avec un territoire montagneux et en partie hostile à toute occupation humaine permanente, ont besoin de routes, de voies de chemin de fer, d'écoles, d'hôpitaux, de centres de loisirs et de logements. En vingt-cinq ans, ces besoins ont accaparé 85 000 hectares de terrain, soit pratiquement l'équivalent du territoire du Canton du Jura. Ces surfaces étaient cultivées. Elles ne le sont plus.

Mais la forêt gagne du terrain, surtout à moyenne altitude. Pourrait-on trouver là de nouvelles surfaces agricoles? Il faudrait des autorisations de défricher. Ce n'est pas à la mode! Pour le moment, la forêt est intouchable.

(Suite en page 3) →

Le fédéralisme contre les manipulations politiques

Scientia potentia est

«L'information c'est le pouvoir!» proclamait au XVII^e siècle Thomas Hobbes dans le *Léviathan*. Le fondateur et PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, l'a bien compris. Il songerait même à porter sa candidature à la Maison Blanche. Son accès privilégié aux données lui offre un avantage considérable sur ses concurrents. Les réseaux sociaux jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans la transmission de l'information et la formation – et désinformation – de l'opinion publique. L'analyse des *Big Data* (mégadonnées) permet de développer des communications d'influence ciblées. L'internaute se retrouve alors enfermé à son insu dans une *bulle de filtres* dont le contenu informationnel est personnalisé par des algorithmes sachant calculer ses préférences. Cette *chambre d'écho* médiatique conforte l'individu dans des idées constamment amplifiées, répétées et validées par ses semblables. Des psychologues spécialisés en neuro-marketing et en programmation neuro-linguistique ont prouvé qu'il est possible d'influencer des comportements au moyen du langage. Dans ce contexte, on comprend la généralisation du *storytelling*, méthode de communication fondée sur une structure narrative permettant d'augmenter l'attention d'une audience. Couplée à la mise en récit de *faits alternatifs*, cette technique peut permettre de forger des croyances et de renforcer des préjugés politiques.

Les données remplacent la science augurale

Le but de la propagande a toujours été de persuader un public-cible d'adopter un comportement prédéterminé. De nombreux politiciens cherchent à manipuler l'information pour se créer un avantage compétitif. Les *lobbies* (groupes d'intérêts) cherchent à promouvoir et défendre des intérêts privés en exerçant des influences sur des institutions détentrices de pouvoir. Les oracles de la Pythie tenaient une place importante dans l'organisation politique grecque. François Mitterrand consultait l'astrologue Elizabeth Teissier. Chez les Romains, l'avis des dieux était demandé par l'augure. La science des données remplace aujourd'hui la science augurale, mais le but poursuivi demeure le même: maintenir et accroître son pouvoir en anticipant l'avenir et en le façonnant grâce à une asymétrie d'information.

Un marketing politique sous stéroïdes...

En apparence, tout semble opposer Trump et Macron. Les présidents partagent pourtant le même narcissisme de *winner* et une ambition démesurée. Les deux ont fait fortune dans le monde des affaires – principalement grâce à leurs talents de séduction, de négociateurs et d'acteurs – avant de connaître une carrière politique fulgurante. Les deux ambitionnent de diriger leur pays comme une société anonyme. En outre, les deux assument un certain vide idéologique; ils n'ont pas de programmes précis, préférant adapter leurs discours en fonction des sondages et des *buzz*. Sans convictions

profondes mais très habiles en communication, Trump et Macron sont de parfaits clients pour les sociétés privées de communication stratégique¹. Ces dernières ont réussi en quelques mois, grâce à un marketing politique sophistiqué, à construire une notoriété mondiale aux deux candidats, leur permettant ensuite d'accéder à la fonction suprême.

... au service du «smart power»

Les techniques d'*astroturfing* enseignées dans les écoles de science politique apprennent à simuler un mouvement citoyen pour donner l'impression d'un comportement spontané ou d'une opinion publique dominante. Les techniques d'*agitprop* sont enseignées lors de *TechCamps* organisés par les fondations et ambassades américaines dans les pays que les Etats-Unis souhaitent influencer par des *révolutions colorées*. En Russie, des web-brigades coordonnées par le Kremlin défendent les intérêts nationaux dans le cyberspace. Le pays a récemment confirmé la création d'une entité spécialisée dans la contre-propagande, le piratage informatique et la diffusion de fausses nouvelles. La *guerre de l'information* tend à devenir le centre de gravité des conflits contemporains. Dans ce contexte, une victoire sans combat devient possible, comme l'avait déjà théorisé le général et stratège chinois Sun Tzu au VI^e siècle av. J.-C.

La face sombre de la numérisation

Les phénomènes révolutionnaires ont toujours une face sombre. La révolution numérique n'échappe pas à cette règle. Le vote électronique – même ultra-sécurisé – laissera toujours planer un doute sur l'issue réelle d'un scrutin. Des fichiers comportant de nombreuses informations privées (religion, origine ethnique, orientation politique, etc.) sur la quasi-totalité des électeurs américains ont été récemment publiés sur Internet. Ces fichiers ont été constitués par une société de communication stratégique pour établir des probabilités que les électeurs soutiennent certaines idées politiques. Ces données permettent ensuite d'exploiter des techniques avancées d'ingénierie sociale, visant à modifier à grande échelle certains comportements de groupes sociaux prédéterminés. Dans cette affaire, il s'agissait d'achever de convaincre des électeurs susceptibles de voter Trump, de capter les électeurs indécis et de démobiliser les électeurs de Clinton.

Le règne de la quantité et du paraître

Ces nouveaux outils font la joie des publicitaires, communicants, *spin doctors*, et autres spécialistes en relations publiques et communication politique. En préférant l'image au discours et l'émotion à la raison, notre époque offre des conditions particulièrement favorables au déploiement de ces outils. Ce phénomène est encore renforcé par une méfiance croissante – souvent justifiée – envers les médias traditionnels. Un problème inhérent à la démocratie est la légitimation des choix par des critères quantitatifs. Des recherches en psychologie sociale

indiquent que des majorités peuvent se former sur des critères pertinents, comme le physique. Ainsi, un candidat de grande taille, aux mâchoires carrées et à la voix de baryton aura plus de chances d'être élu. Ces critères superficiels conditionnent les préférences politiques et tendent à réduire le vote à un acte d'achat. L'argumentation logique (le *logos*) devient alors tout à fait secondaire: des arguments honnêtes et factuels ne convaincront qu'une infime minorité réellement intéressée par le débat politique.

Petit pays, petits soucis

L'utilisation des données personnelles à des fins politiques se développe aussi dans notre pays. La cinquième conférence nationale sur le fédéralisme² se tiendra les 26 et 27 octobre à Montreux. Une bonne occasion pour examiner comment le fédéralisme permet de résister à ces manipulations politiques contemporaines. En réalité, la Suisse offre peu d'emprise aux manipulations informationnelles de l'ère «post-vérité», où les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles. Pour bien fonctionner, la propagande moderne a besoin d'un large bassin d'électeurs socialement et culturellement homogènes. La diversité culturelle et linguistique des cantons est un obstacle au déploiement de manipulations centralisées. Celles-ci sont plus difficiles à mettre en place dans un système politique décentralisé, permettant une proximité organique entre l'électeur qui connaît (même de loin) le candidat pour lequel il vote.

Le Parlement?

Il y a une application pour ça!

Cette conférence permettra également de «repenser» le fédéralisme à l'heure de la numérisation. Dans ce domaine, les dernières tendances sont à la décentralisation avec des technologies comme la *blockchain* (chaîne de blocs). Il s'agit d'une base de données distribuée, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle. L'Etat de Genève a récemment annoncé l'introduction de cette technologie pour optimiser la gestion de son registre du commerce. Sur le plan conceptuel, la *blockchain* va au fédéralisme comme un gant bien fait à une belle main. La Suisse n'est aujourd'hui qu'une démocratie semi-directe. A long terme, la *blockchain* pourrait permettre aux citoyens d'exercer directement le pouvoir, sans l'intermédiaire de représentants qui poursuivent souvent leurs propres intérêts³. Cette *Landsgemeinde numérique* matérialiserait ainsi un récit fondateur de la Confédération: gouverner sans intermédiaire à travers une véritable démocratie directe. Cette perspective *archéofuturiste*⁴ n'est aujourd'hui que de la science-fiction. Elle démontre toutefois que la centralisation n'est probablement pas une idée d'avenir. A l'image du micro-processeur, un Etat peut aujourd'hui se miniaturiser tout en augmentant sa puissance (lois de Moore). Les micro-Etats souverains

(Singapour, Monaco, le Vatican, etc.) sont souvent mieux gérés, plus sûrs et plus prospères que les grands Etats centralisateurs.

L'œil était dans la tombe et regardait Caïn

Grand théoricien des systèmes de vote, le Marquis de Condorcet avait déjà pressenti que la démocratie fonctionnait mieux à petite échelle. Une démocratie de proximité permet notamment un plus grand contrôle social. Le parachutage politique est quasiment impossible en Suisse. Pour être élu dans un système politique de milice, un candidat doit être enraciné dans sa région et disposer d'un réseau associatif ou économique. Une fois élu, il demeure confronté à ses électeurs qu'il croise dans la rue en allant siéger. Il faut toujours un œil; soit il est dans la tombe et regarde Caïn, soit ce regard est exercé par la communauté politique qui rappelle constamment le politicien de milice à sa conscience politique. De surcroît, il est plus difficile de tricher dans de petites circonscriptions électorales. Les fraudes électorales des dernières élections cantonales valaisannes ont été dénoncées rapidement suite à un autocontrôle inhérent aux petites communautés politiques.

Grandes élections, grandes manipulations

L'ingérence de puissances étrangères dans les grandes élections se généralise. Heureusement, notre pays ne pratique que de «petites élections» populaires à l'échelon cantonal et communal. Le pouvoir de notre exécutif fédéral est relativement faible en comparaison internationale. L'élection d'un conseiller fédéral par l'Assemblée fédérale n'est pas un enjeu politique comparable aux élections présidentielles américaines ou françaises. Pour être rentable, la propagande moderne doit être déployée lors de grandes campagnes centralisées. Les grandes élections favorisent donc les grandes manipulations. Le rattachement de Moutier au Canton du Jura représente un enjeu important pour la population locale, mais n'a que peu d'intérêt d'un point de vue mondial. On imagine mal la Russie faire de l'ingérence dans la question jurassienne.

Le système fédéraliste est anti-fragile

La théorie du *cygne noir* du philosophe et mathématicien Nassim Taleb définit l'anti-fragilité⁵ par la capacité non pas à résister à un choc mais à en profiter. Ce qui est résistant supporte les crises et reste identique; ce qui est anti-fragile s'améliore. Cette qualité est propre à tout ce qui est modifié sur la longue durée, à l'instar de notre système politique. Taleb en conclut que la Suisse est le pays le plus anti-fragile du monde. Notre modèle politique pyramidal – *bottom-up* – du citoyen vers l'Etat en est la raison principale. Le fédéralisme permet de compartimenter le pouvoir – et ses éventuels débordements – dans des «poches étanches». A l'image d'un navire, ces compartiments

(Suite en page 3) →

Qu'est-ce que tout cela veut dire ?

La phrase de Mme Ada Marra, *LA Suisse n'existe pas*, continue de faire couler de l'encre. Nous nous immergeons dans ce flux parce que nous aimons dans *la Nation* clarifier les discours obscurs des médias.

Mme Stéphanie Pahud, linguiste à l'Université de Lausanne, partage probablement notre souci. Dans *Le Matin Dimanche* du 13 août, elle commente, sans l'approuver tout à fait, la phrase de Mme Marra.

Selon Stéphanie Pahud, Ada Marra a eu raison de tenter de dégommer le fantasme d'une essence suisse; elle s'est sentie l'âme d'une dés-essentialiseuse et utilisait les majuscules («LA» Suisse) pour insister sur la portée sclérosante du déterminant. *Essentialiser*, selon une définition empruntée par Stéphanie Pahud au philosophe Vincent Cespedes, signifie *appréhender une pluralité (...) comme s'il s'agissait d'une entité homogène*. On dit alors le Noir, le Juif, l'Homosexuel, le Français, LA Suisse. On essentialise le Français, par exemple, quand on lui attribue un certain nombre de qualités qu'il se doit de posséder pour mériter le titre de *vrai Français*.

Arrivé à ce point, nous sommes dans l'embarras. Nous ne parlerions pas de la Suisse comme d'une essence, mais elle existe. Elle est un pays singulier. Elle présente certaines caractéristiques qui la distinguent de l'Italie, du Cameroun ou de la Chine. Il n'y a pas de Suisse éternelle, de vraie Suisse, mais nous pouvons émettre à son sujet des propositions correctes qui s'imposent à tous, même à Ada Marra: ce n'est pas une nation, mais une confédération au centre de l'Europe, formée de 26 cantons et demi-cantons souverains; le fédéralisme permet à ceux-ci d'exister; la Suisse dispose d'une armée de milice; neutre, elle n'appartient pas à l'Union européenne; sa capitale est Berne et le franc suisse sa monnaie, etc.

Le fédéralisme contre les manipulations politiques (suite)

→ (Suite de la page 2)

permettent d'empêcher la propagation des voies d'eau à l'entier du bâtiment. Cette répartition du pouvoir agit comme un coupe-feu contre les crises systémiques et le romantisme des utopies. Par analogie, on peut affirmer que les manipulations fonctionnent moins bien dans un système décentralisé de milice avec de nombreuses votations et des petites circonscriptions électorales. Le système fédéraliste suisse est anti-fragile à la propagande, car il la rend inopérante. Il est un puissant rempart contre les grandes manipulations politiques et doit donc être renforcé.

Alain Mermoud

¹ La plus célèbre de ces sociétés est *Cambridge Analytica*. Elle a élaboré un système de «modèles psychographiques» capable de cibler et d'orienter les votants grâce au *Big Data*. Financée par le milliardaire Robert Mercer, cette société a joué un rôle clé dans l'élection de Trump et le Brexit. Elle fait actuellement l'objet d'enquêtes visant à déterminer l'am-

La Suisse serait-elle toujours si singulière si l'on effaçait l'un ou l'autre de ces traits? Servirait-elle à quelque chose? Là est le problème. Une table sans pied(s) n'en est plus une.

Mme Marra a raison si elle a voulu signifier que *les représentations* que les gens se font de ce pays divergent. Il n'y en a probablement pas autant que de Suisses et de Suissesses, mais quelques-unes seulement, qui s'opposent. Stéphanie Pahud résume: *La Suisse existe, elle est un territoire historico-géographico-politiquement défini. Mais elle éclate en représentations hétérogènes (...)*. Nous comprenons déjà mieux...

Après cette éclaircie, l'article de Stéphanie Pahud intitulé *la Suisse existe. Mais ne se mélange pas* nous plonge à nouveau dans la perplexité. La linguiste pense que Mme Marra a l'esprit mélangeur et se demande si le mélange peut être organisé, question à laquelle elle répond «non» sans hésiter. Que signifie *se mélanger*? A quoi bon se mélanger? Se mélanger avec qui? Avec quoi? La Suisse s'est-elle mélangée avec d'autres pays en adhérant à l'ONU? Va-t-elle continuer sur cette voie en se fondant dans l'Union européenne? Les Suisses vont-ils se métisser encore plus avec des immigrants de toutes origines, sentant peut-être, à cause du déficit démographique, qu'il vaut mieux survivre en se mélangeant que mourir seuls?

Stéphanie Pahud parle de *bonnes vibrations*, de *danse*, elle aime aussi le mélange. Elle reproche à Ada Marra d'avoir, par son intervention malheureuse sur Facebook, *davantage crispé les réticences à l'hybridation*. Elle aurait dû *mettre en conversation* les différents discours sur la Suisse au lieu de *dérouler le tapis rouge aux calomnies des extrémistes, affolés devant leur identité, supposée une et pure, menacée*.

Nous sommes reconnaissants à Stéphanie Pahud de ne pas forcer le

mélange et de ne pas menacer les timides de sanctions, mais nous nous interrogeons encore sur son euphorie mélangeuse. En quoi celle-ci vaut-elle mieux que l'obsession de la pureté?

Dès la fin du XVIII^e siècle, mais surtout au XIX^e, des penseurs racialisés se sont imaginé que les ethnies et les races (notamment la race blanche) survivraient et se renforceraient en restant pures de tout mélange. Ces idées n'ont pas eu des conséquences heureuses. Aujourd'hui, par réaction, des néo-savants affichent la position inverse: seules les *bonnes vibrations* et la *danse* effrénée du métissage peut «enrichir» les individus, les nations, les races. L'existence des races et des nations est en même temps niée, souvent par les mêmes chercheurs qui craignent de passer pour racistes. Il faut se mélanger, mais il n'y a rien à mélanger...

Derrière la lutte des «essentialistes» et des «mélangeurs» se profilent deux positions philosophiques également insatisfaisantes: l'essentialisme et le nominalisme. Les essentialistes croient qu'il existe des communautés idéales dont les exemplaires dans le monde réel sont le plus souvent décadents, dégradés et impurs. Pour les nominalistes, seuls existent les êtres singuliers et toute communauté formée en vertu de ressemblances constatables entre certains d'entre eux

ne serait que fiction «stigmatisante», enfermant les singularités dans des normes arbitraires.

Dans son essai *Lanormalité*¹ Stéphanie Pahud interroge une autre linguiste, Marie-Anne Paveau qui déclare: *(...) les normes de genre (...)aturent la société de manière impressionnante (...)* *Du point de vue des individus qui ressentent ces normes comme des contraintes pénibles et destructrices, les genres sont infinis* – il en existe autant que d'individus selon le mot célèbre de Judith Butler² – *et doivent absolument être déconnectés des normes et choisis, ou inventés, par les individus*. Nous ignorons si Stéphanie Pahud partage pleinement cette conception. Nous remarquons toutefois qu'elle ose deux définitions dans son article. Elle n'aime pas les essences, mais accepte les définitions (donc les espèces et les genres), ce qui donne à penser qu'elle occupe une position plus réaliste que le nominalisme des LGBTIQA, lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, intersexes, *queers*, asexuels, liste qui ne peut que s'accroître à l'infini...

Jacques Perrin

¹ Stéphanie Pahud: *Lanormalité, essai*, L'Age d'Homme, Lausanne 2016. Nous commençons une deuxième lecture de cet ouvrage et nous en reparlerons.

² C'est nous qui soulignons. (réd.)

On nous écrit

Les articles que nous avons publiés sur le Jura et la votation de Moutier ont suscité un courrier abondant. Nous publions ci-après la réaction d'un de nos lecteurs, ce sera la dernière sur ce sujet.

Messieurs,

Je suis très déçu par votre réponse à la lettre de M. Philippe Robert (La Nation n° 2077).

A l'époque qu'elle évoque, j'ai déjà été étonné par le soutien inconditionnel de la Ligue vaudoise aux séparatistes jurassiens, car il méconnaissait les intérêts des antiséparatistes.

Etant alors responsable de la politique suisse à la Tribune de Genève,

puis rédacteur en chef de la Gazette de Lausanne, j'ai été soumis pendant des années aux pressions exercées par les deux camps. Je leur ai résisté, convaincu que la neutralité face à eux était la seule attitude respectueuse à leur égard, et l'ai assortie d'appels répétés à une procédure démocratique. C'est une telle procédure qui a finalement résolu plus ou moins bien le problème par la division du Jura et la fondation du nouveau canton.

Vous écrivez que «la légitimité politique n'est rien sans la force». Autrement dit, pour vous, la fin justifie les moyens.

C'est grave, et c'est dommage.

Frank Bridel

La sécurité alimentaire, vraiment? (suite)

→ (Suite de la page 1)

Mais, durant la Seconde Guerre mondiale, quand les importations étaient difficiles ou impossibles, le Plan Wahlen a permis de labourer les parcs publics. Nécessité fait loi.

La sécurité alimentaire doit être préservée et développée. L'article 104a qu'on nous propose d'introduire dans la Constitution fédérale n'apporte rien de nouveau. Est-ce que le refuser serait considéré comme un signe de défiance à l'égard de l'agriculture? En aucun cas.

Le conseiller fédéral en charge de l'économie veut libéraliser encore plus les marchés agricoles en ouvrant plus largement la porte aux importations.

Ce nouvel article ne l'en empêchera pas, au contraire, il lui balise le chemin. En outre, on peut s'attendre avec une quasi-certitude à un lot d'ordonnances d'application, voire à la création d'un OSA (Office fédéral de la sécurité alimentaire) qui ajoutera encore à la bureaucratie et au dirigisme.

Oui aux paysans qui nous nourrissent, oui à la vraie sécurité alimentaire qui permet de produire chez nous ce dont nous avons besoin, mais NON à une disposition qui n'apporte rien sinon des complications et des coûts inutiles. Et tant pis si la Suisse ne sera pas le premier Etat au monde à inscrire cette notion dans sa charte fondamentale.

Jean-Michel Henny

La simplicité selon Weibel

Les lecteurs de *La Nation* n'appartiennent pas, je présume, aux naïfs qui se jettent sur un livre offrant les clés de la réussite personnelle. Rien ne doit leur paraître plus *yankee* qu'un guide du parfait *manager*. Sur le thème du succès, j'ai dévoré néanmoins un ouvrage qui vient de paraître à Dornigen dans la collection «Le savoir suisse» (dont j'ai cessé d'être l'un des responsables). Son titre est réduit à un mot – *Simplicité*. Il en dit long. La couverture précise que ces pages traitent de «L'art d'aller à l'essentiel». Vous laisserez-vous séduire d'apprendre que ce bréviaire, dans les librairies allemandes, fut en toute logique un succès des Editions NZZ?

L'auteur, Benedikt Weibel, s'exprime en personnage réputé d'outre-Sarine. Il dirigea les CFF. Il lança Rail 2000. Mais ce Bernois, né à Thoune, a aussi siégé dans les instances supérieures de la SNCF et des chemins de fer mondiaux. Il ne manque pas d'humour, mais on ne fait pas plus sérieux. Sa passion personnelle fut de saisir les liens entre le savoir et l'action. Il aime se présenter comme un guide de montagne diplômé, connaisseur d'itinéraires, et rappelle qu'il a enseigné à l'Université de Berne. Son domaine fut l'aptitude à gérer des entreprises, mais son originalité, comme grand patron, c'est, simultanément, d'avoir beaucoup lu, observé, comparé, réfléchi. Il a cherché ses modèles du Moyen Âge de saint Benoît à l'ère numérique de Steve Jobs, créateur d'Apple, en passant par Magellan et Angela Merkel. Il analyse les comportements, méthodes et déclics de savants et rénovateurs qui sont entrés dans les livres d'histoire et autres fondateurs d'empires économiques, mais aussi des écrivains et des artistes, comme Matisse, qui fut à ses yeux, chromatiquement, un génial simplificateur.

Notre auteur intervient comme expert en experts, mais pour nous mettre en garde contre le flux torrentiel de leurs données. Il a pioché avec plus de respect dans les œuvres de Darwin, Clausewitz, Camus, Mandelbrot, et même dans *Millennium* de Stieg Larsson. Le champ considérable de ses sources l'a conduit à réhabiliter, mieux que tout Vaudois, une lumière de l'Université de Lausanne: Pareto. Ce père de la sociologie avait

perçu que la masse même des informations paralyse les options d'un décideur. Il formula au XIX^e siècle le principe de la répartition asymétrique des variables. Comprenez que, parmi toutes les causes provoquant les événements, seules un petit nombre sont vraiment essentielles, en tous domaines. L'homme d'action doit se concentrer sur elles. Pareto, étrangement, évalua leur proportion à 20%. Il nota que 20% des plantes de son jardin lui rapportaient 80% de ses fruits et légumes. 20% de la population italienne possédait 80% de son territoire. En recherche, il affirma avoir obtenu 80% de ses résultats scientifiques avec 20% de ses données.

Weibel dresse un inventaire renversant des théories de la connaissance. Son petit livre se présente comme un catalogue à la Prévert de cas d'espèce. C'est un vadémécum pour réduire les complexités au moment de l'action. Mais sous couvert d'un guide pratique, nous ne sommes pas aussi éloignés qu'on pourrait le croire de Marcel Regamey. Car celui-ci n'a-t-il pas résumé ses pensées éprises d'universel par le concept d'un «empirisme organisateur»? Par son influence, il visa des buts concrets, tel le journal qui est entre vos mains, prouvant sa réussite par sa durée qui va dépasser huitante-cinq années.

Après Clausewitz, en stratégie militaire, Comte-Sponville a défini l'intelligence comme le don de ramener le plus complexe au plus simple. Mais Weibel, s'il reconnaît plusieurs types d'intelligence, insiste sur la nécessité, pour la réussite, d'avoir passé par une phase d'expériences concrètes et individuelles. Cet «apprentissage», Malcolm Gladwell, journaliste au *New Yorker*, dans son livre *L'histoire du succès* (2008), l'a chiffré à 10 000 heures au minimum, en quelque activité que ce soit.

Ce chiffre est-il trop américain? L'ouvrage de notre Bernois bénéficie aujourd'hui d'une version française qui a le grand mérite d'être due à Etienne Barilier, ennemi juré de tout anglicisme. L'élégante rigueur de sa langue a fondé son crédit littéraire. Cependant ce traducteur de haut niveau, dans le cas d'un mot précis, s'est montré trop têtue. Tout l'essai de Weibel s'articule sur une notion qu'exprime en anglais le vocable *patterns*. Il s'agit des *schémas*, *modèles* ou *étalons* par quoi notre pensée décrypte le réel. Tout un chapitre leur est consacré. Barilier, avec une note justificative qui à mes yeux trahit un doute, a choisi, pour traduire *patterns*, le mot français «patrons», tels des modèles de blouses chez les couturières. Mais l'expression fait inmanquablement surgir des chefs d'entreprise et ce parti-pris bizarre complexifie quelque peu la lecture de *Simplicité*. Exemples: «Aux échecs la récurrence de *patrons* dans

la constellation des figures joue le rôle d'un grand mot ou d'une phrase dans la lecture.» Ou plus loin: «Seul celui qui sait reconnaître des patrons et qui a le courage de se tenir à l'essentiel est en mesure de séparer cet essentiel de l'accessoire.» Il faut s'y prendre à deux fois pour comprendre.

Mais rassurez-vous! Weibel a fait de son petit livre un modèle de clarté, de vie, de références, fort bien servi partout ailleurs par le traducteur. Et comme l'auteur a l'obligeance de se résumer lui-même en sentences, chacun peut en prendre pour son grade: «*Le simple est plus efficace que le compliqué.*» «*Des suppressions réfléchies créent l'élégance visuelle.*» «*L'être humain commet des erreurs, vous aussi.*» «*Ecrire, c'est retravailler.*»

Simplicité représente, parmi les activités et publications de l'ancien patron des chemins de fer fédéraux, un cri du cœur, ou une manière d'abrégé son message. Car il a fait paraître en 2012 un autre ouvrage de langue allemande, *Mir nach*, où il analyse et compare, par des portraits, vingt-six personnages qui assurèrent l'épanouissement d'entreprises extrêmement diverses. Si ramassé soit le livre présenté aujourd'hui en

français dans un format de poche, il contient et valorise peut-être mieux encore les éclairs et le choc entre une kyrielle de théoriciens de la réussite et les expériences de mémorables praticiens.

La culture de Weibel impressionne, mais dans les gestions qu'il a personnellement assumées, il a subi la menace d'une nouvelle logique, celle que l'on nomme, pour faire souffrir Barilier et nous autres francophones, les *Big Data*. On désigne par là le déluge des données déversées intégralement par ordinateurs. La recherche n'agit plus à partir d'échantillons, mais elle a passé à une juxtaposition automatique d'ensembles de faits mémorisés. Aux rapports de causalité, que les experts décelaient jusqu'ici par un nombre de cas limité, succèdent des «liens de corrélation» souvent fort douteux entre des totalités de chiffres. En vue d'une œuvre ou d'une politique, ce réel aléatoire, né d'énormes bases informatiques, offre certains «indicateurs précoces», mais il ne garantit nullement que nous trouvions plus aisément les formules du succès. Rien ne remplacera la pensée. Weibel conclut: «Moins c'est plus.»

Bertil Galland

Benedikt Weibel, *Simplicité*, traduit par Etienne Barilier, Le Savoir suisse, PPUR, Lausanne, 2017, 160 pages.



Mangez des pommes... numériques!

La presse romande – ou ce qu'il en reste – a manifestement bien retenu la leçon de notre chronique du 4 août dernier: les éditorialistes parlent un peu moins de *digitalisation* et beaucoup plus de *numérisation*. Nous écrivons «beaucoup plus» parce que c'est vraiment *beaucoup plus*: ils en parlent désormais chaque jour, partout et à propos de tout. La mode de la rentrée, c'est la numérisation, qui est devenue un véritable mantra scandé dans chaque article, dans chaque prise de position, dans chaque *tweet* et dans chaque esquisse de simili-réflexion. La numérisation est désormais un horizon indépassable, un univers fermé, une référence ultime qui éclipsé définitivement tout ce qui a fait la vie des êtres humains depuis la Création – une Création *non numérique*, soit dit en passant, et donc totalement *anachronique*.

LE COIN DU RONCHON

«Anachronisme», c'est le mot employé par la jeune secrétaire générale du PLR cantonal pour critiquer l'ajout d'une nouvelle période d'histoire dans le programme scolaire des petits Vaudois. A son âge, on sait déjà que l'avenir n'a pas besoin d'histoire, mais uniquement d'un «renforcement de l'informatique».

A l'ère de la numérisation, la nourriture intellectuelle ne sert plus à rien, et même la nourriture physique semble devenue superflue. Dans *Le Temps*, Mme Lise Bailat exprime tout

le mal qu'il faut penser de la politique suisse en matière de fret maritime et de garantie d'approvisionnement: «La Suisse, en 2017, dispose d'un Office fédéral pour l'approvisionnement du pays [...] mais d'aucune structure aussi organisée en matière de cyberdéfense ou encore de numérisation de l'économie [...]» Dans *L'Agefi*, M. Fathi Derder attaque directement le «tout puissant lobby agricole» (sic) coupable d'empêcher la Suisse d'accéder à la téléphonie 5G, mais aussi de ravir aux hautes écoles une partie du budget fédéral. (Soyons honnête: M. Derder n'accuse pas seulement le lobby agricole, mais aussi le fédéralisme, qui empêche Berne d'imposer «la culture numérique dès l'école primaire».)

Les enfants d'aujourd'hui, habitués à pianoter sur des smartphones et à surfer sur internet, n'auraient-ils pas besoin qu'on leur apporte ce qu'ils n'ont pas: de la culture (non numérique), de la réflexion, de l'histoire? *Non!*, répondent les urbains branchés, *on va les gaver d'informatique et de vidéos et en faire des geeks hagards et dépendants de leurs écrans, afin qu'ils ne dépassent pas le niveau de leurs parents. Mais peut-on au moins leur donner à manger? Non plus! Les pommes, c'est juste pour faire des calculs et pour servir de logo sur des ordinateurs.*

A l'ère de la numérisation, plus besoin d'approvisionnement autre que la 5G! Plus besoin de nourriture et de paysans! Plus besoin de journaux et de partis politiques! (Ça c'est nous qui l'ajoutons...) *Big Data* vous nourrira!

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Votation fédérale du 24 septembre 2017

Arrêté fédéral sur la sécurité alimentaire

NON

Arrêté fédéral sur le financement additionnel de l'AVS (relèvement de la TVA)

OUI

Arrêté fédéral sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020

OUI